

Union européenne : conquêtes démocratiques et sociales radicalement remises en cause

L'échec des gouvernements européens, de la Commission européenne et de la BCE est patent s'il s'agit de concrétiser ce qu'ils prétendent vouloir réaliser : réduire le chômage, relancer l'activité économique, assainir fondamentalement les banques, stimuler et augmenter le crédit aux ménages et aux PME ou encore augmenter l'investissement, réduire la dette publique. Sur tous ces points, la politique européenne est un cuisant fiasco. Mais s'agit-il là des objectifs que les dirigeants européens veulent réellement atteindre ?

Les grands médias évoquent régulièrement les dangers d'un possible éclatement de la zone euro, de l'échec des politiques d'austérité en matière de relance économique, des tensions entre Berlin et Paris ou Rome, ou entre Londres et les membres de la zone euro, des contradictions au sein du conseil de la BCE, des énormes difficultés pour trouver un accord sur le budget de l'UE, des crispations de certains gouvernements européens à l'égard du FMI à propos du dosage de l'austérité. Ces tensions sont bien réelles, mais elles ne doivent pas cacher l'essentiel.

Les dirigeants européens des pays les plus forts et les patrons des grandes entreprises se félicitent de l'existence d'une zone économique, commerciale et politique commune où les transnationales européennes et les économies du Centre de la zone euro tirent profit de la débâcle de la Périphérie pour renforcer la profitabilité des entreprises et marquer des points en termes de compétitivité par rapport à leurs concurrents nord-américains et chinois. Leur objectif, au stade actuel de la crise, n'est pas de relancer la croissance et de réduire les asymétries entre les économies fortes et les faibles de l'UE.

Les dirigeants européens considèrent en outre que la débâcle du Sud va se traduire par des opportunités de privatisations massives d'entreprises et de biens publics à des prix bradés. L'intervention de la Troïka (BCE, FMI, Commission européenne) et la complicité active des gouvernements de la Périphérie les y aident. Les classes dominantes dans les pays de la Périphérie sont favorables à ces politiques car elles comptent bien elles-mêmes obtenir une part d'un gâteau qu'elles convoitaient depuis des années. Les privatisations en Grèce et au Portugal préfigurent ce qui va arriver en Espagne et en Italie, où les biens publics à acquérir sont beaucoup plus importants vu la taille de ces deux économies. Les dirigeants des économies européennes les plus fortes comptent également réaliser une nouvelle vague d'importantes privatisations dans leur propre pays.

Le lien étroit entre les gouvernants et le grand Capital n'est même plus dissimulé. A la tête de plusieurs gouvernements, placés à des postes ministériels importants et à la présidence de la BCE, se trouvent des hommes directement issus du monde de la haute finance [1], à commencer par la banque d'affaires Goldman Sachs [2]. Certains hommes politiques de premier plan sont récompensés par un poste dans le secteur privé une fois qu'ils ont accompli leurs bons offices pour le grand Capital [3]. Ce n'est pas nouveau mais c'est plus évident et régulier qu'au cours des 50

dernières années. On peut parler de véritables vases communicants et transparents.

Considérer que la politique des dirigeants européens est un échec parce que la croissance économique n'est pas de retour, c'est largement se tromper de critère d'analyse. En effet, les objectifs poursuivis par la direction de la BCE, par la Commission européenne, par les gouvernements des économies les plus fortes de l'UE, par les directions des banques et des autres grandes entreprises privées, ne sont ni le retour rapide à la croissance, ni la réduction des asymétries au sein de la zone euro et de l'UE afin d'en faire un ensemble plus cohérent où la prospérité serait de retour.

Il ne faut surtout pas oublier un point fondamental : la capacité des gouvernants, qui se sont mis docilement au service des intérêts des grandes entreprises privées, à gérer une situation de crise, voire de chaos, pour agir dans le sens demandé par ces grandes entreprises. **La crise permet de passer à l'attaque sous prétexte d'appliquer une thérapie de choc justifiée par l'ampleur des problèmes.**

Les droits économiques sociaux et culturels sont progressivement remis en cause dans leurs fondamentaux mêmes, sans oublier l'offensive contre les droits civils et politiques comme le droit effectif d'élire des législateurs. En effet, le Parlement européen n'exerce pas véritablement de pouvoir législatif, les parlements nationaux des pays soumis à la Troïka se voient dicter des lois par cet organe ad hoc, les autres parlements ont leur souveraineté et leur pouvoir fortement limités par différents traités européens adoptés sans consultation démocratique tels le TSCG qui fixe des contraintes budgétaires inacceptables. D'autres de ces droits sont aussi bafoués : l'exercice réel du suffrage universel direct, le droit de rejeter des traités, le droit de modifier la Constitution à travers un processus démocratique constituant, le droit de protester et de s'organiser pour que ces protestations donnent des résultats. **L'UE et ses pays membres renforcent un cours autoritaire avec un retour de l'exercice direct du pouvoir par les représentants d'une oligarchie économique.**

Pour avancer dans la plus grande offensive menée depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle européenne contre les droits humains de la majorité de la population, les gouvernements et le patronat utilisent plusieurs armes : la dette publique, le chômage, l'allongement de l'âge de la retraite, l'exclusion de très nombreuses personnes sans emploi du droit aux indemnités de chômage, la précarisation des contrats de travail, le blocage ou la diminution des salaires et d'allocations sociales diverses, la réduction des effectifs tant dans les entreprises privées et que dans le secteur public, la recherche de l'équilibre budgétaire comme prétexte à des coupes sévères dans les services publics, la quête de l'amélioration de la compétitivité des États membres de l'UE les uns par rapport aux autres et par rapport aux concurrents commerciaux des autres continents.

Pour le Capital, il s'agit d'accroître encore davantage la précarisation des travailleurs, de réduire radicalement leur

capacité de mobilisation et de résistance, de diminuer les salaires et différentes indemnités sociales tout en maintenant les énormes disparités entre les travailleurs dans l'UE afin d'augmenter la compétition entre eux et de les précipiter dans le piège de la dette. D'abord, il y a les disparités entre les salariés d'un même pays : entre femmes et hommes, entre CDI et CDD, entre travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein, entre anciennes générations bénéficiant d'un système de retraite reposant sur la solidarité et nouvelles générations auxquelles il est imposé un système de plus en plus individualiste et aléatoire. Sans compter les travailleurs sans papiers, surexploités et ne bénéficiant pas des droits sociaux liés au travail.

A l'initiative du patronat et avec l'appui des gouvernements successifs (et, en leur sein, les partis socialistes européens qui ont joué un rôle **actif**), ces disparités se sont accrues au cours des vingt dernières années. Par exemple, en Allemagne, 7,5 millions de salariés doivent se contenter d'un salaire mensuel de 400 euros alors que normalement le salaire mensuel moyen dans les grandes industries en Allemagne dépasse nettement 1 500 euros [4]. S'ajoutent ensuite les disparités entre travailleurs des pays du Centre et ceux des pays de la Périphérie à l'intérieur de l'UE, qui sont le complément de celles se creusant à l'intérieur des frontières nationales.

Les salaires des travailleurs du groupe de pays les plus forts (Allemagne, France, Pays-Bas, Finlande, Suède, Autriche,

Danemark) sont **le double ou le triple de ceux en Grèce, au Portugal ou en Slovénie**. Le salaire minimum légal de la Bulgarie (156 euros de salaire brut mensuel en 2013) est 8 à 9 fois inférieur à celui de pays comme la France, la Belgique ou les Pays Bas [5].

En Amérique du Sud, alors que les différences sont grandes entre les économies les plus fortes (Brésil, Argentine, Venezuela) et les plus faibles (Paraguay, Bolivie, Équateur...), la différence entre le salaire minimum légal est de l'ordre de 1 à 4, donc **une disparité nettement plus faible qu'au sein de l'Union européenne**. La concurrence entre les travailleurs d'Europe est donc extrêmement élevée. Les grandes entreprises des pays européens les plus forts sur le plan économique profitent massivement des disparités salariales au sein de l'UE.

Les autorités européennes renforcent également la politique de forteresse assiégée en bafouant les droits des citoyens et citoyennes non européens d'accéder à son territoire. Elles perfectionnent leur politique criminelle aux frontières de l'Europe provoquant la mort de milliers de candidats à l'installation sur le territoire de l'Union européenne. Le droit d'asile lui-même est foulé aux pieds.

On le voit, derrière le rideau de fumée des discours officiels, une logique terrible, injuste et mortifère est à l'œuvre. Il est grand temps de la mettre au grand jour, pour mieux l'affronter et la vaincre.

Eric Toussaint. Publié sur cadtm.org.

Notes

[1] Un exemple récent : Emmanuel Macron, désigné ministre de l'Économie et de l'Industrie par le président François Hollande fin août 2014, provient de la banque Rothschild. Voir : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Emmanu...>

[2] Eric Toussaint, "Bancocratie : de la république de Venise à Mario Draghi et Goldman Sachs", publié le 10 novembre 2013, <http://cadtm.org/Bancocratie-de-la-...>

[3] Voir Eric Toussaint, "DSK, Blair, Geithner, Rubin : de la politique à la finance", publié le 9 décembre 2014, <http://cadtm.org/DSK-Blair-Geithner...>

[4] Le salaire minimum instauré récemment en Allemagne ne sera effectif qu'à partir de 2017, comportera de nombreuses exceptions et ne bénéficiera pas d'une revalorisation régulière et automatique.

[5] Voir <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/st...> avec les données jusque 2013. Voir aussi <http://www.inegalites.fr/spip.php?a...> qui contient des données s'arrêtant en 2011 malheureusement.

Eric Toussaint, maître de conférence à l'université de Liège, porte-parole du CADTM international et est membre du conseil scientifique d'ATTAC France. Il est auteur des livres Bancocratie, Aden, 2014, <http://cadtm.org/Bancocratie> ; Procès d'un homme exemplaire, Editions Al Dante, Marseille, 2013 ; Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui, Le Cerisier, Mons, 2010.